



PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - BD

Arrêté préfectoral accordant à la société BORAX FRANCAIS l'autorisation d'instituer des servitudes d'utilité publique pour l'ancienne décharge interne de stockage de borogypse à DUNKERQUE, section de Petite Synthe

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord
officier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 515-12 et R 515-31 ;

VU la demande présentée le 29 juillet 2005 par la société BORAX FRANCAIS - siège social : route de Bourbourg B.P. 59 59411 COUDEKERQUE-BRANCHE CEDEX - en vue d'obtenir l'autorisation d'instituer des servitudes d'utilité publique pour l'ancienne décharge individuelle de stockage de borogypse à DUNKERQUE, section de Petite Synthe ;

VU le dossier produit à l'appui de cette demande ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 décembre 2008 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 12 janvier 2009 au 12 février 2009 inclus ;

VU le procès-verbal d'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur du 1^{er} mars 2009 ;

VU l'avis de Monsieur le sous-préfet de Dunkerque du 3 mars 2009 ;

VU l'avis du conseil municipal de Dunkerque du 15 octobre 2008 ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du 16 mai 2007 ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de la navigation du Nord - Pas-de-Calais du 7 juin 2007 ;

VU le rapport et les conclusions du 28 mai 2009 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 28 juillet 2009 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET

Des servitudes d'utilité publique liées à la présence de l'ancienne décharge individuelle de borogypse exploitée par la société BORAX FRANÇAIS, sont instituées sur le territoire de la commune de DUNKERQUE - section de Petite Synthe, sur les parcelles cadastrales :

- 460 AR n° 201 (site de l'ancienne décharge),
- 460 AR n°s 28, 29, 32, 51, 53, 60, 172 et 460 AP n°s 37 et 39 extérieures à l'emprise de l'ancienne décharge.

Le plan parcellaire est joint en annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 2 – SERVITUDES RELATIVES AUX TERRAINS D'EMPRISE DE L'ANCIEN DEPÔT

Les contraintes d'urbanisme et autres restrictions définies au présent article valent pour la parcelle 460 AR n° 201 qui constitue l'emprise du dépôt de déchets, ci-après désignée site.

2.1 - Usage du site

Le site est aménagé en espace vert, à usage privatif. Tout projet d'aménagement ou d'usage autre du site devra satisfaire aux dispositions précisées à l'article 6 du présent arrêté.

L'utilisation des terrains du site par quelque personne que ce soit, physique ou morale, publique ou privée, devra toujours être compatible avec la présence des déchets et la contamination de la nappe d'eau sous-jacente, avec l'usage prévu pour le site et avec les limitations au droit d'occuper le sol, décrites ci-après.

Le maintien en bon état de la clôture périphérique du site est assuré par le propriétaire de manière à prévenir toutes intrusions de personnes non autorisées sur le site du dépôt.

2.2 - Utilisation du sol et du sous-sol du site

Toutes dispositions sont observées pour que la couverture du site soit maintenue en bon état.

Sont particulièrement interdits :

- tous travaux de fouille, de remaniement des sols, de modification de la topographie du site réhabilité
- les travaux de terrassement et les constructions de toute nature. Ce dernier point vaut également pour l'implantation, même temporaire, de bungalows, cabines de chantier ou de remisage de matériels et pour l'implantation de poteaux ou pylônes, panneaux publicitaires...
- toutes surcharges, tous travaux et plantations susceptibles de porter atteinte au complexe de drainage et d'étanchéité mis en place
- l'évacuation des déchets en place, sauf si cette opération consiste en leur élimination ou valorisation dans une installation dûment autorisée au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
- l'apport de déchets ou de matériaux pollués
- les activités d'agriculture et d'élevage, industrielles ou domestiques
- la chasse et la cueillette en vue de la consommation
- toutes activités qui pourraient conduire à la détérioration de la couverture du dépôt, nuire à la protection des dispositifs de contrôle et de surveillance du site ainsi qu'au bon fonctionnement des ouvrages de rejet des eaux superficielles de ruissellement
- les feux nus : interdiction notamment de faire brûler les broussailles
- la création de plans d'eau, l'irrigation des terrains à l'exception de l'arrosage nécessaire pour la végétation en cas d'insuffisance des précipitations atmosphériques
- l'usage de l'eau de la nappe souterraine superficielle à des fins d'irrigation, d'arrosage ou autre (alimentation humaine ou animale, usage récréatif...), hors prélèvements pour la surveillance de qualité des eaux de cette nappe
- les aires de jeux pour enfants et les jardins d'agrément
- l'aménagement de terrains de camping ou de stationnement de caravanes.

2.3 - Interventions sur site

Le propriétaire du site est tenu d'informer les intervenants extérieurs des précautions d'usage à respecter lors des travaux d'entretien (espaces verts, réseaux....).

2.4 - Information en cas de cession du site

Tout projet de cession de tout ou partie des terrains constituant le site du dépôt sera porté à la connaissance de Monsieur le Préfet du Nord. Le futur acquéreur doit être informé de l'état du site, des obligations de maintenance et surveillance prescrites par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article L.514-20 du code de l'environnement, et être informé des servitudes qui grèvent les terrains du site.

Toute transaction foncière, totale ou partielle, est déclarée à Monsieur le Préfet du Nord. Une copie du présent arrêté doit être annexée à l'acte de vente. Le nouveau propriétaire est tenu de respecter les servitudes instituées sur les terrains du site.

ARTICLE 3 - SERVITUDES CONCERNANT DES ZONES EXTERIEURES A L'ANCIEN DEPÔT

3.1 - Prélèvements d'eaux superficielles dans le watergang du Noord Gracht

A défaut d'étude spécifique transmise à Monsieur le Préfet du Nord aux fins d'examen par les Services compétents sur le plan sanitaire, les prélèvements d'eau dans le watergang pour abreuver les animaux ou pour tout autre usage sensible est interdit.

Cette interdiction ne s'applique pas pour les prélèvements nécessaires aux analyses de surveillance de la qualité des eaux prescrites dans le cadre de la surveillance de l'impact de la décharge sur le milieu.

3.2 - Terrains extérieurs

Les propriétaires des terrains extérieurs au site du dépôt dont les références cadastrales sont précisées à l'article 1, terrains sur lesquels sont implantés des piézomètres de surveillance ou simples terrains d'accès à ces dispositifs, laissent libre accès aux représentants de BORAX FRANÇAIS ou à toute personne mandatée par cette société pour exercer les travaux de surveillance et d'entretien prescrits par arrêtés préfectoraux. Il pourra s'agir d'un accès au moyen d'engins motorisés s'avérant nécessaires à la réalisation de travaux de réfection ou maintenance spécifiques.

Ces mêmes propriétaires ne peuvent, dans un rayon minimal de 5 m autour des piézomètres, constituer des dépôts de produits ou matériaux pouvant gêner l'accès aux piézomètres ou impacter la qualité de l'eau au droit de ces dispositifs et rendre ainsi les contrôles inexploitable.

Ils veillent à ne pas réaliser d'opérations qui pourraient nuire au bon état et à la conservation des ouvrages.

Ils informent les représentants de BORAX FRANÇAIS de tout projet de cession des terrains concernés ou de tout projet de modification de leur usage. En cas de cession à titre gratuit ou onéreux de tout ou partie des parcelles concernées, ils sont tenus d'informer le nouvel ayant droit des servitudes dont elles sont grevées et que ce dernier aura à respecter en leurs lieux et places. Une copie du présent arrêté dans sa version intégrale doit être annexée à l'acte de vente.

BORAX FRANÇAIS est tenu d'observer les dispositions permettant de ne pas gêner l'utilisation des parcelles extérieures concernées, de remettre en état les terrains à la suite d'éventuels travaux ou interventions sur les piézomètres, ainsi qu'en fin d'utilisation des piézomètres de contrôle. Il prendra à sa charge la réparation des dommages ou préjudices subis qui pourraient résulter directement de ces travaux ou interventions. Ceux-ci pourront être définis au moyen d'états des lieux contradictoires, établis avant et après travaux.

Les obligations visées ci-dessus à l'article 3.2 et leurs modalités de mise en œuvre seront précisées au travers de conventions entre les deux parties : BORAX FRANÇAIS et les propriétaires des parcelles concernées.

ARTICLE 4 - PORTER A CONNAISSANCE - TRANSCRIPTION

Les propriétaires concernés par les servitudes sont rendus destinataires du présent arrêté dont copie est transmise à Monsieur le maire de DUNKERQUE.

Le droit des tiers est, et demeure, réservé.

Les servitudes seront mentionnées dans le Plan Local d'Urbanisme de la ville de DUNKERQUE - section de Petite Synthe, dans un délai d'un an à compter de la date de modification de ce Plan ou de la date de signature du présent arrêté.

Les servitudes instituées par le présent arrêté seront publiées au registre de conservation des hypothèques.

ARTICLE 5 - DROIT A L'INDEMNISATION

Si l'institution des servitudes précitées entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnisation au profit des propriétaires des terrains extérieurs concernés ou des titulaires de droits réels sur ces mêmes terrains. Les modalités d'indemnisation sont celles prévues par l'article L.515-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 - MODIFICATION DES SERVITUDES

Tout projet d'aménagement ou d'usage du site de l'ancien dépôt de déchets autre que celui défini à l'article 2.1 ci-dessus, et plus généralement toute demande de modification des servitudes instituées par les dispositions du présent arrêté, devront faire l'objet d'études spécifiques complémentaires conformément au code de l'environnement, à la charge du demandeur et visant à examiner la compatibilité du projet modificatif avec l'état du site, et le cas échéant, à définir la nature des travaux nécessaires.

Les demandes de modification des servitudes sont portées à la connaissance de Monsieur le préfet du Nord.

ARTICLE 7 - LEVEE DES SERVITUDES

Les servitudes ne peuvent être levées que par suite de la suppression de la totalité des causes ayant rendu nécessaire leur établissement, ou de conclusions d'études particulières, et uniquement sur décision de Monsieur le préfet du Nord.

ARTICLE 8 - RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'exploitation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 9 - EXECUTION DU PRESENT ARRETE

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BORAX FRANÇAIS et dont copie sera adressée :

- à Monsieur le maire de DUNKERQUE qui est chargé de faire la plus grande publicité possible afin de sensibiliser le public,
- à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- aux responsables du service des domaines et autres services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté,
- aux propriétaires des terrains concernés par les servitudes.

En vue de l'information des tiers :

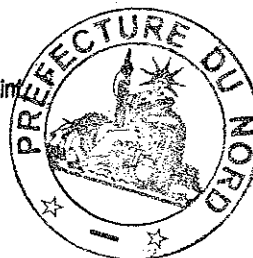
- un exemplaire du présent arrêté est affiché en mairie de DUNKERQUE pendant une durée minimale d'un mois, et une copie sera déposée aux archives de la commune de DUNKERQUE pour y être communiquée à toute partie intéressée qui en fera la demande
- ce même arrêté est affiché en permanence de façon visible sur le site de l'ancien dépôt, par les soins de la société BORAX FRANÇAIS.

FAIT à LILLE, le

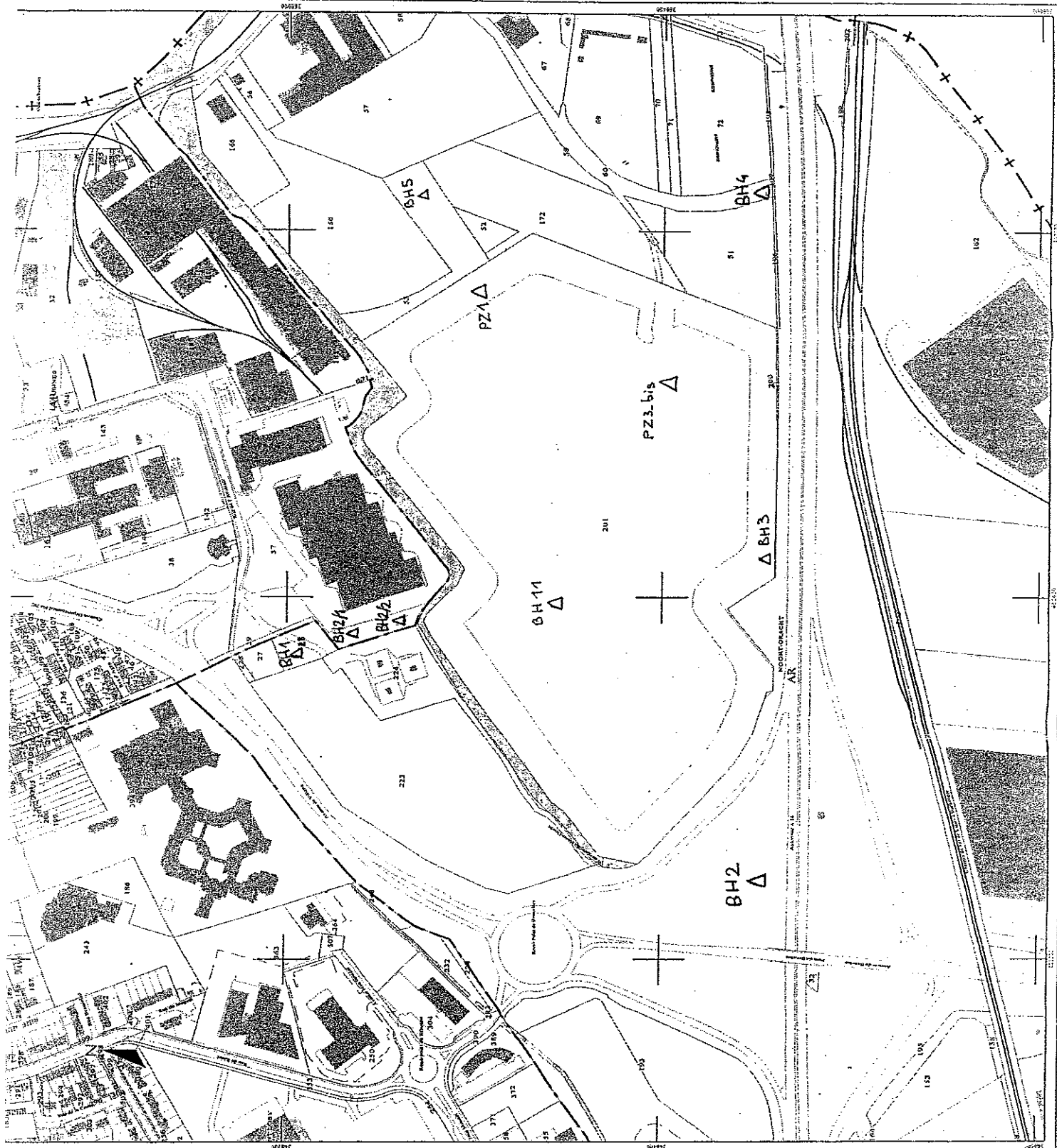
02 NOV 2009

Le préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint

Yves de Roquefeuil



P.J.: 2 annexes

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL
INFORMATISE

Service du Cadastre

Département :
NORD LILLE
Commune :
DUNKERQUE

Section :
Echelle d'origine : 1/4000
Echelle d'édition : 1/4000
Date de l'édition : 05/02/2008

Numéro d'ordre du registre de constatation :
Cachet du service d'origine :
Centre des Impôts foncier de :
DUNKERQUE
37 rue Saint-Matthieu B.P. 61538

59386 DUNKERQUE CEDEX 1
Téléphone : 03.28.22.66.10
Fax : 03.28.22.66.06
www.impots.gouv.fr

Extrait certifié conforme au plan cadastral
Informatisé à la date :

A
le
L'

ANNEXE 2

TERRAINS CONCERNES PAR LES SERVITUDES

REFERENCE PARCELLES	COMMENTAIRES	COORDONNEES GEOGRAPHIQUES (RGF93) DES PIEZOMETRES
460 AR n° 28	Présence pz BH1	BH1 Longitude : 02°21'30 "E Latitude : 51°01'04"N
460 AR n° 29	Cours d'eau du Noort Gracht dans lequel des prélèvements sont effectués	
460 AR n° 32	Présence pz BH2	BH2 Longitude : 02°21'20 "E Latitude : 51°00'47"N
460 AR n° 51	Accès au dépôt parcelle 201	
460 AR n°53	Présence pz BH5	BH5 Longitude : 02°21'55 "E Latitude : 51°00'58"N
460 AR n° 60	Présence pz BH4 et accès au dépôt parcelle 201	BH4 Longitude : 02°21'56 "E Latitude : 51°00'47"N
460 AR n° 172	Accès au dépôt parcelle 201 et à la parcelle 53	
460 AR n°201	Dépôt de borogypse. Présence pz BH3, BH11, Pz1 et Pz3-bis	BH3 Longitude : 02°21'37 "E Latitude : 51°00'47"N BH11 Longitude : 02°21'32 "E Latitude : 51°00'54"N PZ1 Longitude : 02°21'51 "E Latitude : 51°00'57"N PZ3-bis Longitude : 02°21'45 "E Latitude : 51°00'51"N
460 AP n° 37	Présence pz BH2/1 et BH2/2	BH2/1 Longitude : 02°21'32 "E Latitude : 51°01'01"N BH2/2 Longitude : 02°21'33 "E Latitude : 51°01'00"N
460 AP n° 39	Accès à la parcelle 28	